



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité inter-départementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans
ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Manosque, le 18/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SANOFI CHIMIE

45 chemin de Météline
BP 15
04200 Sisteron

Références : DEP-MAN-2022-000172
Code AIOT : 0006400839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement SANOFI CHIMIE implanté 45, chemin de Météline BP 15 04200 SISTERON. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'exercice PPI à l'initiative de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI CHIMIE
- 45, chemin de Météline BP 15 04200 SISTERON
- Code AIOT : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Oui

Le site de SANOFI Sisteron est spécialisé dans la fabrication de cinq principes actifs, et impliqué dans le pôle de compétitivité mondial « Orphème » consacré aux maladies orphelines et aux pathologies émergentes.

La spécificité de l'usine de Sisteron, qui fait partie des 3 sites de production les plus importants

pour Sanofi en France, réside dans la complémentarité des deux activités :

- Le développement (R&D) des procédés chimiques qui met au point et transpose, à l'échelle industrielle, les procédés de fabrication des molécules issues de la recherche du groupe.
- La production des quantités de principes actifs livrés ensuite aux autres sites du groupe pour conditionnement et distribution.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : vérification de l'efficacité des procédures de gestion des situations d'urgence dans le cadre d'un exercice PPI (Plan Particulier d'Intervention).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
3	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
4	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
5	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
6	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
7	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
8	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a assisté à l'exercice PPI mené sur l'établissement Sanofi Sisteron en qualité d'observateur. Cet exercice a révélé une gestion globale efficace de la part de l'exploitant, avec un PC Direction et un PC Opérationnel bien grésés, des groupes bien identifiés avec des rôles définis et respectés, une bonne communication entre les groupes et les PC, des points de situation réguliers à l'initiative de la Directrice des secours. L'inspection a néanmoins noté des points susceptibles d'être améliorés, ainsi qu'un constat pouvant faire l'objet de suites administratives, à savoir le dysfonctionnement des sirènes PPI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Lors de l'exercice PPI du 15/11/2022, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">- des difficultés, voire des impossibilités à joindre certains interlocuteurs, du fait de numéros de téléphone manquants ou non à jour : SNCF, riverains, Arkema, CPT, gendarmerie ;- une liaison téléphonique tardive avec l'inspecteur en charge du suivi de l'établissement : l'appel est émis par l'inspecteur de la DREAL lorsqu'il a la connaissance (par la Préfecture) du déclenchement du PPI, il n'avait pas été contacté auparavant.
Observations : Il semblerait pertinent de procéder à la mise à jour de la fiche réflexe "POI/PPI n°13" pour la fonction communication. Celle-ci pourrait être mise en cohérence avec les schémas d'alerte du Plan d'Opération Interne. En effet, plusieurs éléments sont à éclaircir : <ul style="list-style-type: none">- en cas d'alerte, est-ce qu'il revient au PCO ou à la fonction communication d'appeler le CODIS et la gendarmerie ?- en cas d'alerte 2 ou d'alerte 3, la fiche réflexe ne cite que la mairie de Sisteron et Escota dans les contacts à appeler par la fonction communication. Pourtant, le groupe 2 prévoit également la SNCF, EDF et la mairie de Ribiers (la mairie de Sisteron étant dans le groupe 1),- l'appel à la DREAL doit être systématique : en plus du numéro de téléphone portable de l'inspecteur en charge du suivi du site, du standard de l'unité de Manosque, le numéro d'astreinte doit être intégré (06.26.57.63.19), et cela afin d'assurer un contact 24h/24 7j/7. De plus, il apparaît très important de procéder à une mise à jour globale des numéros de téléphone en intégrant a minima les riverains du site ainsi que les entreprises potentiellement en mesure d'apporter une aide matérielle et/ou humaine (exemple : Arkema Saint-Auban).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : La fiche Gravité / Perception a été transmise tardivement (10h48) et n'a pas été reçue par la DREAL. Elle fait mention d'une gravité cotée "G2" : accident notable d'exploitation, importante potentialité de risque.
Observations : Bien qu'en cas de situation d'urgence, l'appel téléphonique doit rester le mode d'information privilégié, l'envoi de la fiche G/P aux autorités administratives doit être systématisé, dans les meilleurs délais. Pour la DREAL, les coordonnées doivent être mises à jour : <ul style="list-style-type: none">- l'envoi par fax doit se faire au numéro suivant : 04.88.22.65.61- un envoi par mail doit également être effectué aux adresses suivantes : antoine.brunaux@developpement-durable.gouv.fr ; ut-04-05.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr ; msd.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr Concernant la cotation en gravité lors de l'exercice, compte tenu des concentrations en HCN mesurées en limite de site, de l'importance des fumées, une cotation "G4" (ou a minima G3) aurait été plus appropriée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : En début d'exercice, le groupe "Fonction rédaction" tient à jour une main courante sur support papier et une main courante informatique projetée sur l'écran principal de la salle du PC Direction. La mise à jour de la main courante papier est stoppée à 9h45 pour laisser la place à la main courante informatique. Celle-ci est renseignée jusqu'à la fin mais n'est plus projetée à l'écran en deuxième moitié d'exercice.
Observations : Il est nécessaire de disposer d'une main courante visible de toutes les personnes présentes en salle PC Direction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Lors de l'exercice, le groupe "Fonction Technique" ne disposait pas d'un plan des stockages à jour (erreur sur les produits stockés). Il ne disposait pas non plus du Plan de défense incendie et a dû se déplacer en salle PC Opérationnel pour récupérer ce document.
Observations : Il est nécessaire que les documents de type plans des stockages, plan de défense incendie, soient tenus à jour et mis à disposition des groupes pouvant être amenés à les consulter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : La demande de déclenchement du PPI et le déclenchement en lui-même n'ont pas fait l'objet d'une information claire de la Direction des secours à l'ensemble des acteurs.
Observations : Le déclenchement du PPI ayant un impact sur les actions devant être engagées en conséquence (exemple : appels d'interlocuteurs spécifiques pour le groupe "fonction communication"), il aurait été pertinent d'annoncer clairement le déclenchement à l'ensemble des acteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Des posters sont affichés en salle PC Direction et tenus à jour par les différents groupes. Certains posters sont peu ou partiellement complétés (exemples : "réseaux présents dans la zone" pour le groupe "fonction technique" ou poster "fonction communication"). Spécifiquement pour le poster communication, les passages en alerte 2 ou alerte 3 n'ont pas été formalisés.
Observations : Les posters affichés et tenus à jour en salle PC Direction sont un outil pertinent. Il est néanmoins souhaitable qu'ils soient complétés. Pour le poster communication, la liste des interlocuteurs devant être contactés à chaque niveau d'alerte doit être mise à jour en cohérence avec le POI (cf. observation précédente).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'ordinateur fixe prévu pour le cadre d'astreinte en salle "PC Direction" doit être redémarré à chaque fois qu'il se verrouille. Ceci le rend difficilement exploitable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Lors de l'exercice, la salle du PC Direction est occupée par plus de 15 personnes, rendant parfois difficile la fluidité des échanges.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Les sirènes PPI de l'exploitant n'ont pas toutes fonctionné.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier ce dysfonctionnement, de procéder à la réparation, et de mettre en place des actions pour assurer la fiabilité du système.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet